



## Mentions légales

---

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des utilisateurs et visiteurs, ci-après l' « **Utilisateur** », du site [www.addiance.fr](http://www.addiance.fr), ci-après le « **Site** », les présentes mentions légales.

La connexion et la navigation sur le Site par l'Utilisateur implique acceptation intégrale et sans réserve des présentes mentions légales.

Ces dernières sont accessibles sur le Site à la rubrique « **Mentions légales** ».

### **ARTICLE 1 - L'EDITEUR**

L'édition du Site est assurée par ADDIANCE SAS au capital de 1000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES sous le numéro 88156960200017 dont le siège social est situé au 182 rue de Saint-Malo à Rennes (35000),

Numéro de téléphone 0223250342,

Adresse e-mail : [pascal.simon@addiance.fr](mailto:pascal.simon@addiance.fr).

N° de TVA intracommunautaire : FR35881569602.

Le Directeur de la publication est SIMON Pascal  
ci-après l' « **Editeur** ».

### **ARTICLE 2 - L'HEBERGEUR**

L'hébergeur du Site est la société Weebly 1455 Market St, San Francisco, CA 94103, États-Unis, avec le numéro de téléphone : +1 415-375-3268.

### **ARTICLE 3 - ACCES AU SITE**

Le Site est accessible en tout endroit, 7j/7, 24h/24 sauf cas de force majeure, interruption programmée ou non et pouvant découlant d'une nécessité de maintenance.

En cas de modification, interruption ou suspension du Site, l'Editeur ne saurait être tenu responsable.

### **ARTICLE 4 - COLLECTE DES DONNEES**

Le site est exempté de déclaration à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) dans la mesure où il ne collecte aucune donnée concernant les utilisateurs.

Toute utilisation, reproduction, diffusion, commercialisation, modification de toute ou partie du Site, sans autorisation de l'Editeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le Code civil.